QU'EST-CE QU'UNE DISCIPLINE ? LUIGI EINAUDI ET L'HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE *

Luigi Einaudi fut, successivement ou tout ensemble, professeur, journaliste, sénateur du royaume d'Italie, directeur de revue, gouverneur de la Banque d'Italie, homme de parti, député, ministre, vice-président du Conseil et, entre 1948 et 1955, président de la République italienne. De son premier texte, publié dans la *Gazetta di Dogliani* dans son numéro du 4 novembre 1893, au dernier article donné au *Corriere della Sera* le 8 octobre 1961, trois semaines avant sa mort, sa bibliographie est riche de 3753 titres (et même de 3819 si l'on prend en compte les écrits publiés à titre posthume entre 1961 et 1970)¹. Une œuvre immense, donc, que n'interrompirent ni le temps de l'exil en 1943-1944, ni l'exercice des plus hautes responsabilités, et où se rencontrent travaux d'érudition et pièces de circonstance, prises de position politiques et études savantes, réflexions sur l'actualité et ouvrages de recherche. De cette vie et de cette œuvre, ce texte n'entend pas rendre compte ou raison². Son propos est autre : proposer une lecture du travail d'historien de Luigi Einaudi — un travail sans doute mineur comparé à ses livres d'économiste et fort oublié aujourd'hui (au moins hors d'Italie), mais un travail qui me semble s'affronter aux questions centrales que pose la pratique de l'histoire intellectuelle. Pour cela, il mérite réexamen.

Deux traits attestent l'importance de l'histoire pour l'économiste Einaudi, spécialiste de la science financière, de la théorie de la fiscalité

* Ce texte est le résultat d'une révision de la conférence prononcée en avril 1988 pour l'inauguration de la Luigi Einaudi Chair in European and International Studies fondée à l'Université Cornell. Il doit beaucoup à l'aide attentive apportée par Mario Einaudi.

1. Luigi FIRPO, *Bibliografia degli scritti di Luigi Einaudi (dal 1893 al 1970)*, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1971. Luigi Einaudi fut le collaborateur régulier de plusieurs journaux : la *Stampa* entre 1896 et 1902, le *Corriere della Sera*, entre 1903 et 1935, *The Economist* entre 1922 et 1938, puis, après la guerre, le *Risorgimento liberale*, à nouveau le *Corriere* et, plus épisodiquement, la *Stampa*.

2. Cf. la biographie de Ricardo FAUCCI, *Luigi Einaudi*, Torino, U.T.E.T., 1986.

et de la théorie monétaire. D'une part, son goût pour les objets eux-mêmes qui sont comme la trace encore vive du passé en notre présent : ainsi ces textes anciens qu'il aimait à lire, commenter et publier ; ainsi ces livres qui les ont portés et dont, passionnément, il faisait collection. D'autre part, son attachement à la pratique de l'analyse historique qui, toujours, a accompagné ses recherches proprement économiques. De cela, témoigne avec éclat la création en 1936 de la *Rivista di storia economica*. Il faut en comprendre le contexte : depuis 1896, Einaudi collaborait à la *Riforma sociale* fondée par Nitti et Roux deux ans auparavant. Il en était devenu successivement rédacteur, copropriétaire et directeur, et grâce à son action, la revue s'était taillé, selon les mots mêmes de Marc Bloch dans les *Annales* en 1929, « une place de premier rang parmi les revues qui traitent de science économique »³. Pourtant, en 1935, la *Riforma sociale* doit cesser sa parution sur ordre du gouvernement. Le libéralisme économique qu'elle avait toujours défendu, d'abord contre la politique économique de Giolitti, protectionniste et pour partie étatiste, puis contre la pensée socialiste et le mouvement syndical, vus comme une résurgence du corporatisme médiéval, était devenu mal supportable par l'État fasciste. Depuis 1933, celui-ci avait d'ailleurs multiplié les vexations et les défiances vis-à-vis de Luigi Einaudi, alors sénateur, et sa famille : son fils Giulio, qui était devenu l'éditeur de la revue, avait même été arrêté dans le cadre de la répression du groupe turinois de *Giustizia e Libertà*.

Mais, sept mois après la disparition de la *Riforma sociale*, Luigi Einaudi annonce dans une circulaire la naissance d'une nouvelle revue : la *Rivista di storia economica*. L'événement est ainsi signalé dans les *Annales* par Georges Bourgin :

« M. Luigi Einaudi s'était assuré une renommée de bon aloi par ses travaux d'histoire économique sur le Piémont — parfois en collaboration avec le regretté Giuseppe Prato — et par la revue qu'il dirigeait, la *Riforma sociale*. Celle-ci ne pouvant plus paraître — elle a disparu à la fin de l'année passée, ses doctrines "libéristes" s'accordaient mal avec les principes "corporativistes" du gouvernement fasciste — et les débats sénatoriaux ne suffisant pas à absorber toute l'activité de M. Einaudi, celui-ci a décidé de ne plus désormais s'occuper que d'histoire : ainsi a-t-il créé la *Rivista di storia economica* [...] Souhaitons bonne chance et longue durée à cette revue »⁴.

Pourquoi ce pas de la « réforme sociale » à l'histoire économique ? Les duretés du temps y sont sans doute pour beaucoup. Les études histori-

3. *Annales d'histoire économique et sociale*, I, 1929, p. 249.

4. *Ibid.*, VIII, 1936, p. 562.

ques offraient un havre qui permettait d'éviter un trop immédiat engagement dans l'actualité politique, partant désarmaient les censeurs. De fait, Luigi Einaudi s'abstint de tout jugement public sur la politique économique du régime après 1935, signifiant par ce silence la rupture avec le fascisme, soutenu un bref moment pour son libéralisme affiché, mais rejeté dès après l'assassinat de Matteotti en 1924. Après cette date, Einaudi n'avait plus guère participé aux débats du Sénat, dont il était membre depuis 1919, marquant toutefois son opposition au régime en votant contre la loi électorale de 1928 qui instituait la liste unique et contre l'ordre du jour de 1935 favorable à l'expédition d'Éthiopie. En 1935, l'histoire était donc un refuge, indubitablement, et en même temps, comme écrira Einaudi vingt ans plus tard, le moyen de discuter « sous le voile historique » les problèmes du temps, en particulier ceux posés par la politique autarcique et corporatiste⁵. Mais dans la fondation de la *Rivista di storia economica*, il y a plus que cela.

Pour Einaudi, en effet, faire de l'histoire des doctrines économiques l'un des objectifs principaux de la nouvelle revue, est une manière de fonder la vérité de l'économie politique, identifiée à la pensée libérale. Dans un article publié dans la *Riforma sociale* en 1932, « Del modo di scrivere la storia del dogma economico »⁶, qui porte la polémique contre son vieil ami Robert Michels, Einaudi affirme que l'objet propre de l'histoire des doctrines économiques est « leurs développements internes, leur progressif perfectionnement ». De là, pour lui, le partage sûr et opératoire entre les théories qui s'inscrivent comme des avancées successives dans le progrès de la science économique et qui, pour cela, relèvent de son histoire, et celles qui, sans pertinence pour l'approfondissement de la scientificité économique, ne sont pas des objets légitimes pour son historien. L'histoire des idées économiques à laquelle s'attachait la revue fondée en 1936 se voulait donc une démonstration de la validité de l'économie politique libérale et une implicite critique des prétentions du corporatisme fasciste à établir une nouvelle science économique.

En 1938, le débat esquissé avec Michels rebondit dans une discussion engagée avec les fondateurs des *Annales*, Lucien Febvre et Marc Bloch. A l'origine de l'échange, un compte rendu comme Febvre aimait les écrire, consacré, non pas à un ouvrage d'Einaudi, mais à une édition d'écrits classiques sur la monnaie, publiée dans la collection que François Perroux dirigeait chez Alcan. Après avoir rendu justice au livre, Febvre

5. Luigi EINAUDI, *Saggi bibliografici e storici intorno alle dottrine economiche*, Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 1953, p. VII.

6. Id., « Del modo di scrivere la storia del dogma economico », *La Riforma sociale*, XXXIX, 1932, p. 207-219.

se laisse aller à ses démons ordinaires et à la critique d'une certaine histoire intellectuelle :

« Il est évident que ces textes ont été choisis et publiés dans un esprit tout à fait " économiste " et pas du tout " historique " : que la grande préoccupation de l'éditeur, c'est de déceler dans celui-ci tel pressentiment et dans celui-là telle anticipation de l'une ou l'autre des théories dont la succession forme aujourd'hui la trame de nos cours d'économie politique ; mais l'historien ne peut se tenir de penser (et même, on le voit, de dire...) que de l'étude des faits (je veux dire de la politique concrète des gouvernements, de l'allure réelle des prix, du mouvement effectif de l'échange) des leçons se dégageraient de bien d'autre intérêt sans doute que celles dont nous recueillons ici pieusement l'écho en vertu du fait que, quoi qu'il arrive, l'imprimé a son prestige et, j'ajoute, sa commodité »⁷.

La dénonciation ironique du mythe des précurseurs, le primat donné à l'étude des conjonctures, l'appel au travail d'archives : on aura reconnu quelques-unes des idées chères à l'historien qui fut aussi, le temps d'une thèse consacrée à la Franche-Comté à l'époque de Philippe II, historien des réalités économiques et financières.

Le propos n'avait pas échappé à Luigi Einaudi qui le relève dans le premier numéro de la *Rivista di storia economica*, également dans un compte rendu, intitulé « Lo strumento economico nella interpretazione della storia »⁸. Loin des professions de foi fracassantes, c'est, enfoui dans l'humble travail de recension, que se dit l'essentiel. Il y a là une évidente parenté entre les deux grandes revues (les *Annales d'histoire économique et sociale* et la *Rivista di storia economica*) qui en redouble une autre : la part immense prise par leurs fondateurs respectifs dans la rédaction de chacun des numéros auxquels ils donnent articles, chroniques, comptes rendus, notes bibliographiques. Refusant les distinctions tenues pour évidentes par Febvre (entre faits et théories, entre point de vue de l'historien et point de vue de l'économiste), Luigi Einaudi définit sa propre conception de l'histoire des réalités et des doctrines économiques. Il dit d'abord ce qu'elle ne doit pas être : ni un « économisme historique » postulant fautivement que les facteurs économiques déterminent tous les autres, ni une interprétation historiciste de toutes les pensées économiques rapportées aux contextes et aux conditions de leur

7. Lucien FEBVRE, « Théorie monétaire : d'anciens docteurs », *Annales d'histoire économique et sociale*, VIII, 1936, p. 305-306.

8. L. EINAUDI, « Lo strumento economico nella interpretazione della storia », *Rivista di storia economica*, I, 1936, p. 149-158. Cf. Rosario ROMEO, « Luigi Einaudi e la storia delle dottrine e dei fatti economici », *Commemorazione di Luigi Einaudi nel centenario della nascita (1874-1974)*, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1975, p. 93-113.

production, ni une histoire des grands systèmes philosophiques et politiques (« mercantilismo, liberismo, socialismo, programmismo »). Toutes ces approches, plus ou moins condamnables, les deux premières plus que la troisième évidemment, manquent l'essentiel — à savoir la distinction que seuls permettent « l'occhio e il senso economico », l'œil et le sens économique, entre les théories valides, produites par le raisonnement à partir du savoir certain préalablement construit et cumulé, et les divagations sans pertinence qui ne sont qu'erreurs et préjugés et qui, donc, n'entrent point dans l'étude de la constitution de la science économique.

De cet absolu primat du « critère économique » pour analyser et discriminer les doctrines anciennes, Luigi Einaudi tire deux conclusions. D'une part, une telle histoire ne peut être construite qu'à partir du présent : « il est utile de réviser et réécrire l'histoire des faits passés à la lumière de la doctrine actuelle, non pas comme un exercice académique stérile, mais pour chercher à les mieux comprendre. » C'est à partir de la définition contemporaine des problèmes centraux de l'économie politique que peut et doit être tracée l'histoire de la discipline. D'autre part, un tel postulat permet de trier sans incertitude entre l'essentiel et l'accessoire — un tri que les historiens ne savent guère opérer : « les historiens piétinent pour se réchauffer à la chaleur intermittente des faits secondaires et sans pertinence dans l'antichambre de l'explication de ce qui s'est passé. » Privée du « strumento economico », leur interprétation s'égare dans la collecte de données insignifiantes et dans l'application de modèles explicatifs qui distordent les phénomènes dont ils veulent rendre compte. Seuls les plus grands des historiens savent construire une vision globale du développement historique qui ne s'arrête qu'aux faits pleinement significatifs mais, ajoute Einaudi (est-ce un trait contre Febvre ?) « de tels historiens n'apparaissent qu'à grande distance l'un de l'autre ».

Dans une note élogieuse consacrée à l'article par lequel Luigi Einaudi avait ouvert le premier numéro de la *Rivista di storia economica*, le très classique « Teoria della moneta immaginaria nel tempo da Carlomagno alla rivoluzione francese », Marc Bloch revient sur la polémique. Pour lui, le débat est finalement sans objet :

« Il serait sans intérêt de prolonger une discussion qui ne saurait guère porter que sur des nuances de pensée. Que toute pratique sérieuse de l'histoire économique exige un cerveau rompu à l'analyse de certains phénomènes spécifiques ; que cette gymnastique ne puisse s'acquérir efficacement en dehors de l'observation du présent ; que les "doctrines" enfin, qui représentent dans l'économie la part soit du conscient soit du voulu, méritent d'être étudiées au même titre que les autres faits — mais au titre de faits, précisément, et de faits liés à beaucoup d'autres — : — de tout cela, M. Einaudi m'en croira sans peine, nul n'est plus profondément persuadé

que les fondateurs de cette revue. Si nous n'avions pas très fortement ressenti le besoin d'une orientation de cette sorte, les *Annales* n'auraient jamais pu voir le jour »⁹.

Le différend n'était-il donc qu'un malentendu, et entre l'histoire des *Annales* et celle d'Einaudi n'existait-il aucune différence ?

Je ne le pense pas. Si ce débat noué à la veille de la guerre peut nous retenir aujourd'hui, c'est parce que s'y trouvent énoncées avec clarté deux manières d'entendre l'histoire intellectuelle qui traversent encore notre présent. À première vue, celle défendue par Febvre et Bloch semble avoir gagné la partie. Les concepts qui la fondent sont ceux-là mêmes qui ont articulé une nouvelle façon de traiter les discours. Ainsi la notion de discontinuité qui affirme la spécificité de chaque configuration intellectuelle et récuse la perspective d'un progrès linéaire et cumulatif des savoirs. Ainsi l'inscription de chaque production intellectuelle (qu'elle soit une œuvre, une doctrine ou un système) dans les déterminations sociales et culturelles qui, à la fois, la rendent possible et l'organisent. Les historiens ont ainsi rompu avec « ces engendremens de concepts issus d'intelligences désincarnées, puis vivant de leur vie propre en dehors du temps et de l'espace », que Febvre dénonçait comme la plus condamnable des abstractions de l'histoire de la philosophie et, au-delà, de toute l'histoire intellectuelle de son temps¹⁰. Comprendre les contenus de pensée dans leur rapport à leurs conditions de production, marquer les fractures qui séparent des organisations conceptuelles successives sans identifier celles-ci aux différentes étapes d'une avancée de la scientificité : telles sont les tâches que s'est données une histoire des systèmes de pensée et des discours en séries, enracinée dans les leçons des *Annales*, nourrie par Foucault et Bourdieu.

Pourtant, la définition donnée par Luigi Einaudi de l'histoire des idées économiques n'avait rien d'un combat d'arrière-garde sans avenir. Son postulat — à savoir que l'histoire de l'économie politique fait partie de l'économie politique elle-même — est celui-là même qui a porté l'histoire de la philosophie à son meilleur, en particulier dans la tradition française (pensons à l'œuvre de Martial Gueroult). En fondant la légitimité de l'objet historique à partir de la configuration contemporaine du questionnement philosophique ou de la conceptualisation économique, en posant comme seule question historique pertinente celle de la construction des

9. Marc BLOCH, « Le problème de la monnaie de compte », *Annales d'histoire économique et sociale*, X, 1938, p. 358-360.

10. L. FEBVRE, « Leur histoire et la nôtre », *Annales d'histoire économique et sociale*, VIII, 1938, repris dans *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953, p. 276-283, citation p. 278.

problèmes auxquels s'affronte la pensée d'aujourd'hui, en affirmant l'irréductibilité des pensées à toute détermination sociologique, une telle démarche (dont on trouverait des équivalents dans l'histoire des savoirs scientifiques ou des systèmes logiques) refusait tout historicisme réducteur. Et, paradoxalement peut-être, elle construisait les conditions d'une description structurale soit des œuvres, analysées dans l'articulation interne de leurs démonstrations, soit des savoirs, définis comme des systèmes de définitions et de propositions producteurs de vérité. Même si elle use d'autres catégories de compréhension et qu'elle entend autrement l'inscription de ses objets dans le champ social, l'histoire culturelle héritière des *Annales* ne peut se défaire aisément des questions ainsi abruptement posées : celle de la hiérarchisation des pensées, et de ses possibles critères ; celle de l'autonomie des constructions intellectuelles ; celle de leur valeur de vérité.

Pour Einaudi, la constitution de l'économie politique comme une « science », dont l'historien doit étudier les progrès, est marquée par un certain nombre d'œuvres majeures qui ont formulé et l'objet à connaître, qu'il résumera une fois comme « la science des coûts et des prix »¹¹, et les principes et instruments de sa connaissance. Une telle science n'est pas de toute éternité mais se trouve établie comme telle en un moment historique particulier : ce troisième quart du XVIII^e siècle qu'Einaudi considère comme le « venticinquennio » fondamental où s'autonomise le champ de savoir propre de l'économie politique et où se fixent les énoncés des questions centrales de la discipline¹². Il y a là une coupure épistémologique fondatrice séparant, d'un côté, les pensées économiques anciennes, qui peuvent certes receler des anticipations fécondes ou des diagnostics aigus, mais qui sont comme la préhistoire de la discipline, et, d'un autre, la formation d'un champ scientifique autorisant un progrès continu, collectif, cumulé, de la connaissance. Une telle manière de penser rapproche la perspective d'Einaudi d'une œuvre contemporaine de ses grands essais historiques : celle de Gaston Bachelard qui, dans son livre de 1938, *La Formation de l'esprit scientifique*, met au cœur de sa réflexion sur le XVIII^e siècle l'irréductible différence entre les postulats et les principes de la connaissance scientifique et l'ensemble des théories,

11. L. EINAUDI, « Il peccato originale e la teoria della classe eletta in Federico Le Play », *Rivista di storia economica*, I, 1936, p. 85-118, citation p. 89 (tr. angl. « The Doctrine of Original Sin and the Theory of the Elite in the Writings of Frédéric Le Play », *Essays in European Economic Thought*, ed. by Louise SOMMER, Princeton, D. Van Nostrand Company Inc., 1960, p. 162-217.

12. L. EINAUDI, « Di una bibliografia dell' economica in rapporto alla letteratura italiana », *Atti della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, vol. 71, 1935-1936, t. II, p. 334-346.

représentations mentales ou expériences empiriques qui sont autant d'obstacles à son progrès¹³.

La définition de la discipline sous-jacente à ce diagnostic, qui considère que c'est à la mi-XVIII^e siècle que la science de l'économie se trouve constituée comme telle, est proche de celle donnée par Michel Foucault :

« Une discipline se définit par un domaine d'objets, un ensemble de méthodes, un corpus de propositions considérées comme vraies, un jeu de règles et de définitions, de techniques et d'instruments : tout ceci constitue une sorte de système anonyme à la disposition de qui veut ou qui peut s'en servir, sans que son sens ou sa validité soient liés à celui qui s'est trouvé en être l'inventeur »¹⁴.

Dès lors, une proposition scientifique ne peut être considérée comme appartenant à une discipline donnée que si elle remplit certaines conditions : « elle doit s'adresser à un plan d'objets déterminés », elle « doit utiliser des instruments conceptuels ou techniques d'un type bien défini », elle « doit pouvoir s'inscrire sur un certain type d'horizon théorique »¹⁵. Les discours qui ne respectent point ces « complexes et lourdes exigences » se trouvent donc situés de fait hors de la discipline — et ce, même s'ils visent les mêmes réalités qu'elle.

Einaudi aurait pu souscrire au constat dressé par Foucault : « La discipline est un principe de contrôle de la production du discours. Elle lui fixe des limites par le jeu d'une identité qui a la forme d'une réactualisation permanente des règles »¹⁶. Comme il aurait pu partager le projet d'une analyse de ces « séries de discours qui, au XVI^e et au XVII^e siècle, concernent la richesse et la pauvreté, la monnaie, la production, le commerce » que Foucault tenait, à la fois, comme radicalement distincts de la science économique constituée en discipline (« aucun d'entre eux ne préfigure exactement cette autre forme de régularité discursive qui prendra l'allure d'une discipline et qui s'appellera "analyse des richesses", puis "économie politique" ») et comme ayant produit les énoncés à partir desquels le nouveau savoir pouvait être construit (« c'est pourtant à partir d'eux qu'une nouvelle régularité s'est formée, reprenant ou excluant, justifiant ou écartant tels ou tels de leurs énoncés »¹⁷).

Mais ce paradoxal rapprochement ne doit évidemment pas être poussé trop loin. Entre les deux pensées, un fondamental écart existe qui tient

13. Gaston BACHELARD, *La Formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, 1939.

14. Michel FOUCAULT, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, p. 32.

15. *Ibid.*, p. 33-34.

16. *Ibid.*, p. 37.

17. *Ibid.*, p. 70.

à la manière de concevoir la valeur de vérité des discours de savoir. Pour Foucault, « être dans la vérité » d'une discipline en un moment donné n'implique en rien la production d'un discours de vérité. Le partage entre propositions vraies et propositions fausses, entre celles qui sont dans la science et celles qui sont hors d'elle, est un partage mobile, toujours temporaire, dicté par les définitions successives et changeantes de la « vérité » de la discipline. Pour Einaudi, au contraire, cette vérité n'est point soumise à variations historiques. Une fois forgés les instruments conceptuels qui permettent une connaissance exacte, même si elle n'est que partielle, des objets considérés, la distinction entre le vrai et l'erreur, entre le travail scientifique et la fausse science se trouve strictement et définitivement fondée. En ce sens, les disciplines de savoir, telle l'économie politique, échappent à l'histoire puisque, même si elles connaissent des développements et des progrès, ceux-ci s'inscrivent dans un espace théorique stable et homogène, défini une fois pour toutes par les seules questions tenues pour scientifiquement pertinentes.

De l'intérêt particulier porté par Luigi Einaudi à ce quart de siècle d'or de la science économique, disons entre 1755, date de la publication de l'*Essai sur la nature du commerce en général* de Richard Cantillon, et 1776, qui voit la première édition du livre d'Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, il est plusieurs signes. Le premier est donné par la composition de sa bibliothèque. Dans cette immense collection, forte de 6258 numéros pour les seules œuvres économiques et politiques parues entre le xvi^e et le xix^e siècle, constituée au fil des années auprès des grands libraires d'ancien, à Londres (chez Kashnor et Harding), à Paris (chez Bernstein et Rivière) et en Italie (chez Olschki à Florence ou Nardecchia à Rome), le troisième quart du xviii^e siècle fournit à lui seul 519 titres, soit près du dixième de l'ensemble (ce qui est considérable si l'on songe à l'énorme croissance de la littérature politique et économique au xix^e siècle)¹⁸. Dans ce corpus, tous les grands classiques, en leur première édition : les Physiocrates français et leurs adversaires (*L'Ordre naturel et essentiel des sociétés* et *L'Intérêt général de l'État* de Le Mercier de la Rivière, publiés en 1767 et 1770, les *Dialogues sur le commerce des blés* de Galiani et leur *Réfutation* par Morellet), mais aussi les théoriciens anglais (non seulement Adam Smith avec la *Theory of Moral Sentiments* de 1759 et l'*Inquiry* mais également les *Tracts* de Josiah Tucker) et l'école italienne — Beccaria (*Dei delitti et delle pene*, 1764), Genovesi (*Lezioni di commercio*, 1769), Verri (*Meditazioni sull' economia politica*, 1771).

Mais au-delà même de ces œuvres maîtresses, ce qui fait pour Einaudi

18. Dora Franceschi SPINAZZOLA, *Catalogo della Biblioteca di Luigi Einaudi. Opere economiche e politiche dei secoli XVI-XIX*, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1981.

l'originalité fondamentale du « venticinquennio » fondateur est la création d'un réseau d'échanges et d'enseignements qui permet la confrontation des hypothèses, l'approfondissement des théories, le progrès des connaissances. De là, l'importance donnée à la presse économique, particulièrement florissante dans le royaume de France avec le *Journal économique*, le *Journal du commerce* ou les très physiocratiques *Éphémérides du citoyen*. De là, aussi, le rôle essentiel reconnu aux premières chaires de science économique — par exemple, celle « di commercio e di meccanica » confiée à l'abbé Genovesi à Naples en 1753 ou celle de « scienze camerali » tenue par Beccaria à Milan à partir de 1769. On le voit, même s'il affirmait que les contenus de pensée ne peuvent en aucune manière se réduire à, ou se déduire de la situation dans laquelle ils sont élaborés, Luigi Einaudi n'ignore pas que la constitution d'un champ de savoir suppose l'existence d'institutions qui assurent la possible transmission ou discussion de la connaissance.

On peut aussi lire là comme l'écho d'un attachement : celui qui a lié Luigi Einaudi au Laboratorio di Economia Politica fondé à l'Université de Turin par son maître, Salvatore Cognetti de Martiis à la fin du XIX^e siècle. Lieu des premières armes (il y présente ses premières communications sur la distribution de la propriété foncière ou les exportations italiennes avant même de soutenir sa thèse — ce qui sera fait en 1895), creuset des collaborations et des amitiés intellectuelles (avec Luigi Albertini qui, en 1903, l'appelle au *Corriere della Sera* dont il était gérant et directeur, ou avec Pasquale Jannaccone et Giuseppe Prato, tous deux copropriétaires avec lui de la *Riforma sociale*), école de rigueur documentaire et de science positive, le Laboratorio turinois incarne pour Einaudi le modèle même de ces lieux de débat et d'apprentissage nécessaires au progrès des sciences.

Dans cette « straordinaria fucina d'ingegni », selon les termes de Ruggiero Romano¹⁹, Luigi Einaudi acquit la discipline du travail historique construit à partir des séries statistiques, des rapports gouvernementaux et parlementaires (il admirait profondément ceux produits par les institutions anglaises, nombreux dans sa bibliothèque), mais aussi des archives administratives anciennes. Dans deux ouvrages, commandés par la Deputazione di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia qui avait commissionné une série d'études sur le Piémont pendant la guerre de Succession d'Espagne, il démontre une maîtrise parfaite de la méthode historique et de ses exigences. Le premier volume, *Le Entratte pubbliche dello Stato sabaudo*, parut en 1907 et fut republié deux années

19. Ruggiero ROMANO, « Introduzione », in L. EINAUDI, *Scritti economici, storici e civili*, Milano, Mondadori editore, 1973, p. XI-XLIV, citation p. XX.

plus tard²⁰ ; le second, *La Finanza sabauda all'aprirsi del Settecento*, fut édité en 1908²¹. Avec ces deux livres, fondés sur de longues et précises recherches, Einaudi envisage l'histoire financière des États de Savoie dans une double perspective : d'une part, comme l'histoire d'une administration d'Ancien Régime, à la fois partiellement centralisée, en la personne au moins du « generale di finanze », et partagée entre les compétences enchevêtrées de diverses institutions ; d'autre part, comme l'histoire d'un système d'imposition complexe, mêlant plusieurs types de revenus (les impôts ordinaires, les taxes extraordinaires, les ventes d'offices, les emprunts et aliénations, sans omettre les manipulations monétaires) et différents modes de la levée de l'impôt, soit exercée par les agents du fisc, soit affermée à des compagnies de financiers.

Dans cet immense travail, fondé sur le dépouillement de plusieurs centaines de registres fiscaux et la collecte de deux cent mille données primaires, le plus neuf était sans doute l'effort fait pour mesurer le poids financier de la guerre sur l'État et la population du Piémont. La démonstration de Luigi Einaudi, qui chiffre à 95 millions de liras le sacrifice exigé durant la dizaine d'années que dura la guerre de Succession d'Espagne, est menée avec une rigueur exemplaire. Elle lui permet d'établir avec certitude qu'un tel prélèvement correspond au tiers du revenu annuel piémontais, minutieusement reconstruit en ses divers éléments : les revenus de la terre, les profits du commerce et des manufactures, les loyers citadins. Cette ponction représente, en fait, plus du double de la charge ordinaire des années de paix. En constatant cet énorme effort, accepté sans rébellion, Einaudi dit son admiration pour les habitants de l'État qui, au siècle suivant, réalisera l'unité italienne. A ses yeux, si la contribution demandée était assurément lourde, « elle n'excédait pas les limites des sacrifices qu'un peuple déterminé, courageux et frugal, peut supporter pour la défense de son pays ». Quoi qu'il en soit du diagnostic, retenons en tout cas la nouveauté de la recherche faite qui déduisait le coût de la guerre de la comparaison entre le budget de l'État et les revenus de la nation. Longtemps, elle demeura sans équivalent.

Une semblable histoire des institutions financières et des modalités du prélèvement fiscal n'eut pas d'immédiate postérité. Entre les deux guerres mondiales, l'histoire des finances étatiques se trouva délaissée, à la fois parce que l'attention historiographique se déplaça massivement de l'histoire de l'État vers celle des structures sociales, et parce que, à l'intérieur

20. L. EINAUDI, *Le Entratte pubbliche dello Stato sabauda nei bilanci e nei conti dei tesorieri durante la guerra di successione spagnuola*, Torino, Fratelli Bocca, 1907.

21. ID., *La Finanza sabauda all'aprirsi del secolo XVIII e durante la guerra de successione sabauda*, Torino, Officine grafiche della S.T.E.N., 1908.

même de l'histoire économique, primat fut donné à l'étude des conjonctures : conjonctures des prix, conjonctures des trafics marchands, conjonctures des mouvements de population. Dans l'œuvre d'Einaudi, également, s'effaça l'intérêt pour l'histoire des finances publiques et de leur administration. Dans les années trente, elle laissa la place à des recherches consacrées avant tout aux œuvres et aux auteurs qui donnent une première formulation aux concepts fondamentaux qui anticipent sa propre théorie du revenu imposable et de la taxation publique. De cet intérêt naquirent deux études, toutes deux publiées dans les *Atti della Reale Accademia delle Scienze* de Turin dont Einaudi était membre depuis 1910 : en 1932, l'essai sur la théorie physiocratique de l'impôt, la première à le considérer non seulement comme un prélèvement mais comme une redistribution²² ; en 1933, une contribution qui mettait en lumière l'apport d'un économiste italien oublié, Carlo Bosellini, auteur d'une « nuova teoria delle imposte » publiée en 1800²³.

Luigi Einaudi serait sans doute heureux du « revival » actuel de l'histoire des finances de l'État — particulièrement net pour ce qui est de la monarchie française d'Ancien Régime. Les livres de 1907 et 1908 ont eu de lointains et inattendus descendants, des deux côtés de l'Atlantique (et de la Manche), attelés à la double tâche qui avait été la leur. D'abord, reconstruire, chiffres en main, bilans et tendances des revenus et des dépenses de l'État, partant mesurer le poids du prélèvement fiscal et ses variations. Ensuite, démonter la chaîne des crédits qui fait dépendre le trésor royal des financiers qui afferment la perception des impôts et avancent l'argent frais, et qui lie ceux-ci aux puissants, seuls aptes à leur prêter les fonds nécessaires : à savoir les nobles d'épée, les grands robins et les dignitaires de l'Église. En un moment où l'historiographie redécouvre le rôle essentiel et multiple de l'État d'Ancien Régime, à la fois machine administrative, agent économique, régulateur social et moteur premier du procès de civilisation, il est quelque peu ironique de noter que c'est un penseur aussi farouchement libéral qu'Einaudi qui, au début de ce siècle, a ouvert l'une des voies conduisant à la réévaluation des fonctions et des pratiques de l'appareil administratif.

Mais faisons retour sur l'importance décisive attribuée par Luigi Einaudi aux années 1750-1775 dans la formation de la science de

22. L. EINAUDI, « Contributi fisiocrati alla teoria dell'ottima imposta », *Atti della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, vol. 67, 1931-1932, t. II, p. 433-456 (tr. angl. « The Physiocratic Theory of Taxation », *Economic Essays in Honour of Gustav Cassel*, London, George Allen and Unwin Ltd, 1933, p. 129-142).

23. ID., « La teoria dell' imposta in Tommaso Hobbes, sir William Petty e Carlo Bosellini », *Atti della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, vol. 68, 1932-1933, t. II, p. 546-610.

l'économie, qui est « comme toutes les autres sciences abstraites, un arbre qui se développe et croît par la force interne du raisonnement »²⁴. Il en est un autre indice, donné par le contenu même de la rubrique inaugurée dans la *Riforma sociale* en 1935, puis continuée dans la *Rivista di storia economica* sous le titre « Viaggi tra i miei libri ». Le dessein explicite, tel qu'il est rappelé en 1938, est d'aider les jeunes chercheurs à « constituer une bibliothèque sur l'économie sans trop d'erreurs ni dans le choix des titres, ni dans les prix d'achat »²⁵. Pour ce faire, Einaudi avait décidé de présenter de temps à autre un texte, un auteur ou une controverse à partir de l'analyse de livres qu'il possédait. Pour leur plus grande part, les études qu'il a consacrées aux économistes anciens s'appuient sur ces lectures ou relectures d'un collectionneur très soucieux d'enraciner l'étude des concepts et des systèmes dans une critique philologique serrée des textes qui les portent comme dans une description bibliographique rigoureuse des éditions qui les ont communiqués à leurs lecteurs. La méthode avait pour lui tant de pertinence que, préfaçant en 1953 un recueil de ses principales contributions d'histoire des doctrines économiques, il indique qu'« au fond ce livre aurait pu être aussi intitulé " Viaggio tra i miei libri " ». Cette même préface se clôt sur une adresse au lecteur qui manifeste bien le souci d'exactitude du familier des livres anciens : « ne jamais citer un livre sans l'avoir eu matériellement en main et ne jamais se fier à aucune citation sans l'avoir vérifiée de ses propres yeux »²⁶.

La double exigence d'Einaudi, philologique et bibliographique, rappelle avec force que la construction du sens d'un texte dépend non seulement de sa lettre, mais aussi des formes typographiques (dans un sens large de l'adjectif), à travers lesquelles il est appréhendé par ses lecteurs. Pour lui, constituer une bibliothèque d'éditions anciennes était bien plus que l'expression d'une passion de bibliophile, plus même qu'une façon de suppléer les insuffisances des fonds publics : seule une telle collection permettait de respecter l'une des conditions fondamentales du travail scientifique — à savoir retrouver les textes du passé en leur forme originelle²⁷.

De ces voyages rétrospectifs à travers l'économie politique, les auteurs du « venticinquennio » des Lumières furent souvent les compagnons

24. L. EINAUDI, « Il peccato originale... », *art. cit. supra* n. 11, p. 118.

25. ID., *Saggi bibliografici e storici...*, *op. cit. supra* n. 5, p. VIII.

26. *Ibid.*, p. XIII.

27. L. EINAUDI, « Viaggi tra i miei libri », *La Riforma sociale*, XLII, 1935, p. 227-243. Cf. L. FIRPO, « Luigi Einaudi bibliofilo », in *Commemorazione di Luigi Einaudi*, *op. cit. supra* n. 8, p. 51-55 et « La presentazione del Catalogo della Biblioteca di Luigi Einaudi », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, XV, 1981, p. 448-487.

privilegiés. Ainsi les Physiocrates (Mirabeau, Le Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours, Guérineau de Saint-Péravi), d'une importance essentielle aux yeux d'Einaudi dans la mesure où ils furent les premiers à constituer « une théorie systématique de la science économique »²⁸. Ainsi le marquis d'Argenson, ministre des Affaires étrangères de Louis XV et lui-même grand collectionneur de livres, que Luigi Einaudi, dans un article paru en 1938 et intitulé, non sans allusion à la politique économique fasciste, « Una disputa a torto dimenticata fra autarcisti e liberisti », considère comme l'auteur du « premier grand manifeste libéral » (ou plutôt du « liberismo ») — en l'occurrence une lettre adressée au *Journal économique* en avril 1751 pour réfuter les arguments mercantilistes, protectionnistes et corporatistes de la dissertation du marquis Belloni, *Del commercio*, favorablement commentée par le périodique parisien²⁹. Ainsi de l'abbé Galiani, « le plus joli arlequin qu'eut produit l'Italie, mais sur les épaules de cet arlequin était la tête de Machiavel », selon le mot de Marmontel, auquel Einaudi consacre la première étude historique qu'il publie après la Seconde Guerre mondiale³⁰.

Dans tous ces essais, une même préoccupation : ne point annuler la complexité et l'originalité de chaque œuvre considérée en la rangeant hâtivement dans l'une des catégories chères à l'histoire des écoles économiques. A ces classements sommaires (entre mercantilistes, libéraux, physiocrates, etc.), Einaudi adresse un double reproche : ils ignorent les évolutions d'une pensée au fil d'une trajectoire intellectuelle (« Galiani, à vingt ans, dit une chose, et une autre à quarante. C'est cela qu'il importe d'extraire de ses écrits »); ils masquent les parentés conceptuelles fondamentales qui, au-delà des polémiques ouvertes ou des affrontements spectaculaires, rapprochent des pensées données comme antagonistes par la tradition (ainsi, par exemple, la notion d'un ordre naturel réglant le cours des sociétés humaines constitue le socle commun des raisonnements, pourtant opposés dans leurs conclusions, des Physiocrates et de Galiani). Pour Einaudi, l'histoire des pensées économiques devait donc faire voler en éclat les entreprises taxinomiques de la discipline : « En quoi importe-t-il de savoir si Fernando Galiani fut mercantiliste ou libéral ? Absolument en rien »³¹.

Ce souci indique, en premier lieu, une préoccupation intellectuelle qui juge comme nécessaire la critique des catégories reçues, des idées toutes

28. L. EINAUDI, « Contributi fisiocrati... », *art. cit. supra* n. 22.

29. ID., « Una disputa a torto dimenticata fra autarcisti e liberisti », *Rivista di storia economica*, III, 1938, p. 132-163.

30. ID., « Galiani als Nationalökonom », *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, LXXXI, 1, 1945, p. 1-37.

31. ID., *op. cit. supra* n. 5, p. X.

faites, des découpages hérités, qui habitent l'histoire de l'économie politique. Discrètement, sans grand manifeste méthodologique, Einaudi ébranle les évidences trompeuses et les diagnostics faussement certains. Par le retour aux textes, par l'exhumation d'auteurs oubliés, par l'attention portée à la construction des concepts et à l'ordre des démonstrations, il rompt avec les vieilles habitudes d'une discipline qui, traditionnellement, ne lisait que quelques grands classiques, réduits à leur squelette idéologique.

Mais l'exigence intellectuelle renvoie aussi au refus de l'économiste vis-à-vis de toute appartenance d'école. Einaudi n'est pas loin de partager le jugement péremptoire d'un autre économiste italien, Maffeo Pantaleoni, pour qui « les écoles sont des syndicats d'imbéciles ». Sa conception d'une science économique unifiée par le champ de ses problèmes et l'accord sur ses concepts de base était contradictoire avec l'idée même d'un possible affrontement, thèse contre thèse, de doctrines contraires. C'est pourquoi, sans doute, Marx ne trouve pas place dans la lignée des inventeurs d'une telle science — une lignée qui, selon un discours prononcé à l'Université de Turin en 1949, comprend huit noms : Cantillon, Galiani, Ferrara, Ricardo, Pareto, Pantaleoni, Wicksteed et, malgré les désaccords qu'il pouvait avoir avec lui, Keynes³². L'économie politique libérale n'était donc pas pensée comme une doctrine particulière, mais comme la seule définition possible d'une compréhension scientifique des faits économiques.

La période que Luigi Einaudi tenait pour fondatrice de la discipline dont il était praticien et historien, n'a pas seule retenu son attention. De ses autres intérêts historiques, le premier nous conduit dans la préhistoire de l'économie politique et concerne un problème majeur : l'explication de la hausse des prix, forte, continue, sans précédent, qui caractérise les deux premiers tiers du XVI^e siècle, en France et dans toute l'Europe occidentale. Dès les années 1560, deux thèses contradictoires tentent d'en rendre raison. L'une, qui est celle de Jean Bodin, considère cet accroissement des prix comme « réel » et comme la conséquence de l'afflux des métaux précieux venus de l'Amérique. L'autre, soutenue par Malestroict, un conseiller du roi, officier de la Cour des comptes sous Henri III, tient la hausse pour purement « nominale » et provoquée par les mutations monétaires qu'autorise la distinction du temps entre les monnaies métalliques, sonnantes et trébuchantes, qui circulent dans les États, et la monnaie de compte — cette « monnaie imaginaire » selon la

32. L. EINAUDI, « Scienza economica e economisti nel momento presente », Discorso inaugurale, *Annuario dell' Università di Torino*, 1949-1950, p. 27-63.

belle expression de Luigi Einaudi³³ — qui permet à l'autorité publique de fixer, donc de manipuler, leurs cours et valeurs. La controverse n'était pas sans écho dans le contexte des années trente du XX^e siècle, à la fois parce que l'entre-deux-guerres était marqué par une forte hausse des prix (ils sont multipliés par cinq en Italie entre 1914 et 1939) et parce que chez les économistes, entraînés par Keynes, l'articulation entre théorie de la monnaie et théorie des prix était devenue une question centrale et un débat aigu.

Dans la controverse historiographique « sur le fait des monnaies », comme on disait au XVI^e siècle, l'apport d'Einaudi fut double. Apport érudit d'abord : il donne en 1937 dans la Collezione di scritti inediti o rari di economisti publiée par son fils Giulio, une édition exemplaire de deux mémoires inédits, patiemment collationnés à la Bibliothèque nationale de Paris, l'un de Malestroict, l'autre de l'un de ses contradicteurs, le sieur de la Tourette, second président à la Cour des monnaies, qui éclairent de manière neuve le système et les pratiques monétaires de l'Ancien Régime³⁴. Apport d'historien ensuite : calculs et indices à l'appui, il s'efforce de trancher entre les deux interprétations considérant que « la cause la plus pertinente de la hausse des prix » réside dans les mutations monétaires qui ont déprécié la valeur métallique de l'unité de compte³⁵. Dans les *Annales* de 1938, Marc Bloch souligne l'importance de la contribution : « on le voit, les prolégomènes de M. Einaudi vont beaucoup plus loin que le simple commentaire d'écrits doctrinaux. Ils touchent, pour les éclairer, fût-ce de biais, aux faits eux-mêmes »³⁶. Ce qui était manière de clore la polémique auparavant engagée et de reconnaître qu'en matière économique, l'histoire des réalités et celle des théories, loin de s'opposer, se confortaient l'une l'autre.

Si très à l'amont du quart de siècle fondateur, Einaudi trouvait dans les écrits du sieur de Malestroict l'anticipation de ses propres théories monétaires, à l'aval, il reconnaissait en Frédéric Le Play « l'un des créateurs de la science politique moderne ». En 1936, il lui consacre un long article dans le premier numéro de la *Rivista di storia economica*³⁷.

33. ID., « Teoria della moneta immaginaria nel tempo da Carlomagno alla rivoluzione francese », *Rivista di storia economica*, I, 1936, p. 1-35 (tr. angl. « The Theory of Imaginary Money from Charlemagne to the French Revolution », in *Enterprise and Secular Change*, Frederic Chapin LANE, Jelle C. RIEMERSMA, eds, London, G. Allen and Unwin, 1953, p. 229-261).

34. *Paradoxes inédits du Seigneur de Malestroict touchant les monnoyes avec la response du président de La Tourette*, a cura di L. EINAUDI, Torino, Giulio Einaudi editore, 1937.

35. *Ibid.*, p. 21-25.

36. M. BLOCH, « Écrits sur la monnaie », *Annales d'histoire économique et sociale*, X, 1938, p. 360-362.

37. L. EINAUDI, « Il peccato originale... », *art. cit. supra* n. 11.

Ce qui l'intéresse dans l'œuvre du statisticien français est, bien sûr, la méthode des monographies et bilans familiaux, qu'il admire en tant que descriptions historiques et sociales, mais plus encore une théorie originale de l'élite distinguée des classes dirigeantes, en leur définition classique, par le fait que son pouvoir de commandement est fondé sur le respect de la loi morale.

Là encore, la relecture d'un auteur ancien n'est pas sans résonance dans le présent. D'une part, elle conforte l'une des idées fondamentales de Luigi Einaudi, exprimée avec force dès 1920 dans la préface donnée au recueil *Prediche* : « que la science économique est subordonnée à la loi morale »³⁸. D'autre part, elle étaye son opposition au régime fasciste, fondée non seulement sur l'hostilité à une politique économique qui détruit l'économie de libre concurrence par son ordre autarcique et corporatiste, mais aussi sur la condamnation d'un pouvoir tyrannique qui s'appuie sur l'adhésion des masses (un temps au moins) pour priver de toute liberté la minorité de ceux qui pensent différemment — et qui, pour Einaudi, constitue l'élite légitime. Le lien ainsi noué entre « liberismo economico » et « libertà di pensare », entre libéralisme économique et garantie politique des droits du petit nombre fut toujours pensé par Einaudi comme absolument indissoluble.

Dans la controverse ouverte avec Croce dans les années trente, Einaudi affirme la nécessaire alliance entre les deux libertés. En 1931, il écrit dans la *Riforma sociale* :

« Le " liberismo economico " me paraît étroitement lié et presque identifié avec le " liberalismo ", et il est pratiquement impossible de les séparer l'un de l'autre [...] La liberté de penser est nécessairement conjointe avec une certaine dose de " liberismo " [...] La conception historique du " liberismo economico " affirme que la liberté ne peut exister dans une société économique qui ne connaît pas une floraison riche et variée d'individus vivant par leur propre vertu, indépendants les uns des autres et qui ne sont point soumis à une volonté unique »³⁹.

C'est ce credo essentiel, associant libertés publiques et économie de marché, qui a inspiré tant l'œuvre du professeur de science économique et de droit financier à l'Université de Turin que l'action du ministre et président de la République dans l'Italie en reconstruction de l'après-guerre.

Faire retour sur le travail d'historien de Luigi Einaudi, qui n'est qu'une

38. ID., *Prediche*, Bari, G. Laterza e Figli, 1920, p. VII-VIII.

39. Cet article a été republié : L. EINAUDI, « Liberismo e liberalismo », in *Il Buongoverno. Saggi di economia e politica (1897-1954)*, Bari, Ed. Laterza, 1954, p. 207-218.

partie — peut-être seconde — de son œuvre, peut avoir aujourd'hui une double vertu. D'abord, une telle relecture porte interrogation sur les conditions mêmes d'émergence et de constitution d'une discipline de savoir. En datant du troisième quart du XVIII^e siècle la formation de l'économie politique, Einaudi propose une chronologie que l'on peut tenir comme globalement pertinente. Elle désigne avec lucidité l'écart qui existe entre l'*Encyclopédie*, où la discipline n'est point connue comme telle, et l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* qui en suggère l'histoire. Dans l'*Explication détaillée du système des connaissances humaines* de l'*Encyclopédie*, la catégorie d'« économie politique » n'apparaît pas : ce qui sera son objet est divisé entre les diverses branches de la « morale particulière », à savoir la « jurisprudence naturelle », la « jurisprudence économique » et la « jurisprudence politique » qui décrivent les devoirs de l'homme et ceux des sociétés⁴⁰. Quatre décennies plus tard, dans le texte de Condorcet, l'« économie politique » est constituée comme telle, donnée comme la science des « lois suivant lesquelles [les] richesses se forment ou se partagent, se conservent ou se consomment, s'accroissent ou se dissipent ». De ce savoir, l'*Esquisse* dresse une chronologie qui décale en amont celle retenue par Einaudi :

« Un disciple de Descartes, l'illustre et malheureux Jean de Witt, sentit que l'économie politique devait, comme toutes les sciences, être soumise aux principes de la philosophie et à la précision du calcul. Elle fit peu de progrès jusqu'au moment où la paix d'Utrecht promit à l'Europe une tranquillité durable. A cette époque, on vit les esprits prendre une direction presque générale vers cette étude jusqu'alors négligée ; et cette science nouvelle a été portée par Stewart, par Smith, et surtout par les économistes français, du moins pour la précision et la pureté des principes, à un degré qu'on ne pouvait espérer d'atteindre si promptement, après une si longue indifférence »⁴¹.

C'est ce surgissement, lucidement diagnostiqué par Einaudi, dont s'efforcent de rendre compte les recherches les plus neuves consacrées à l'économie politique telle qu'elle se construit à l'âge des Lumières⁴².

40. « Explication détaillée du système des connaissances humaines », in Jean LE ROND D'ALEMBERT, *Discours préliminaire de l'Encyclopédie*, Paris, Éd. Gonthier, « Bibliothèque Médiations », 1965, p. 155-170, citation p. 162.

41. CONDORCET, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Paris, Flammarion, G.F., 1988, p. 221.

42. Jean-Claude PERROT, « Economie politique », in *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich 1680-1820*, herausgegeben von Rolf REICHARDT und Eberhard SCHMITT, München, R. Oldenbourg Verlag, 1988, Heft 8, p. 51-104 et « L'Économie

Relire Einaudi aujourd'hui est aussi rencontrer une manière de définir l'histoire intellectuelle contre laquelle s'est bâtie toute la sociologie de la connaissance, attentive aux enracinements des systèmes de pensée et à leur discontinuité. Portée par une certitude sans faille dans la scientificité de sa discipline, lisant l'histoire de celle-ci à partir de son présent, comme un développement continu, sûre du partage entre la vérité et l'erreur, la démarche de Luigi Einaudi peut sembler doublement illusoire. Parce que sa proclamation de scientificité paraît à la mesure du dessein idéologique qui la fonde — à savoir établir comme absolument certains les principes de l'économie libérale. Parce qu'elle reconstruit une histoire où les idées sont sans attaches, les discours transparents à eux-mêmes et les vérités dites une fois pour toutes. Or nous savons maintenant que c'est l'inverse qu'il nous faut penser, en traquant les déterminations et les opacités des discours qui, successivement et contradictoirement, prétendent au vrai. Pourtant, paradoxalement, l'œuvre d'historien d'Einaudi peut y aider, et ce, par la pratique d'analyse dont elle donne l'exemple. En démontant les architectures conceptuelles qui structurent différenciellement les pensées, en portant intérêt aux variations dans les conditions de transmission des œuvres, en refusant les taxinomies génériques, Einaudi empruntait un chemin qui ne confirmait point nécessairement les positions qu'il affirmait. L'histoire qu'il écrivait, attentive aux ruptures, aux spécificités, aux conditions de possibilité, était en un sens fort à distance de l'histoire des idées dont elle se réclamait. C'est sans doute à cause de cette tension productrice qu'il y a profit à la redécouvrir.

Roger CHARTIER,
E.H.E.S.S., Paris.